

Convention collective
EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(Champagne-Ardenne)

ACCORD AUTONOME TRANSITOIRE DU 10 JANVIER 2019

NOR : AGRS1997160M

Entre :

Fédération nationale du bois ;

Fédération nationale du bois Grand Est,

D'une part, et

Syndicat CFDT ;

SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux réunis lors de la commission mixte du 10 janvier 2019, ont pris acte de la dénonciation par la fédération nationale du bois de la convention collective de travail du 9 mars 1992 concernant les exploitations forestières de la région Champagne-Ardenne, ainsi que l'ensemble de ses avenants et annexes par courrier daté du 30 octobre 2018, notifié à l'ensemble des parties concernées.

Il a été précisé que cette dénonciation s'inscrivait dans le cadre de la restructuration des conventions et accords collectifs du travail, en vue de l'établissement d'un texte conventionnel « Grand Est ».

À cet égard, les organisations professionnelles et syndicales ont estimé nécessaire, afin d'assurer cette transition, de conclure le présent accord autonome transitoire sur la base des classifications professionnelles concernant le personnel soumis au temps de travail des exploitations forestières de la convention collective de travail du 9 mars 1992 dénoncée, afin de pouvoir disposer d'un accord de salaire minimum conventionnel pour l'année 2019 dans le respect du calendrier habituel des négociations.

Enfin, il a été par ailleurs convenu que le présent accord autonome transitoire, accompagné des grilles de classifications correspondantes, sera annexé à la convention collective interdépartementale du 11 mars 2016 du personnel, des entreprises de travaux forestiers, des exploitations forestières et des propriétaires forestiers sylviculteurs des départements de Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges, lors de la modification du champ d'application professionnel et territorial de ladite convention collective.

Dans ce cadre, elles ont donc défini les dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Champ d'application professionnel et territorial

Le présent accord fixe les rapports entre les salariés relevant du régime de la protection sociale agricole et les exploitations forestières au sens de l'article L. 722-3 du code rural, à l'exclusion des travaux de reboisement, des travaux d'équipement forestier et des salariés des entrepreneurs de travaux forestiers.

Le présent accord s'applique aux départements de l'Aube, des Ardennes, de la Marne et de la Haute-Marne.

La grille des salaires minima conventionnels est ainsi définie par le document annexé au présent accord.

Article 2

Date d'application

Le présent accord prendra effet au 1^{er} février 2019 et sera déposé à l'unité territoriale de la Marne de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est.

Article 3

Dispositions spécifiques. – Entreprise de 50 salariés

Les dispositions du présent accord sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche du secteur des exploitations forestières des départements de la Marne, de la Haute-Marne, de l'Aube et des Ardennes.

Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de cinquante (50) salariés et de cinquante (50) salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme dont les garanties ont tenu compte lors de leur définition de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 10 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barèmes de salaires à compter du 1^{er} février 2019

(En euros.)

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE
1. Personnel ouvrier	
100	10,04
105	10,08
110	10,11
115	10,14
125	10,16
135	10,19
150	10,23
170	10,96
200	12,15
2. Personnel administratif, commercial et technique	
100	10,04
110	10,11
120	10,15
135	10,19
150	10,23
170	10,96
190	11,74
210	12,54
240	13,68
270	14,83
3. Agents de maîtrise	
190	11,74
230	13,30
270	14,83
320	16,82
370	18,73
4. Cadres	
280	15,24
360	18,36
420	20,70
460	22,24

COEFFICIENT	TAUX HORAIRE
480	23,02
510	24,20
550	25,72
600	27,68

Aucune valeur ne saurait être inférieure au Smic : 10,03 € au 1^{er} janvier 2019.